

**Mona CLARO**

## **Ni hasard ni projet. Genre, sexualité et procréation pendant la jeunesse en Russie (années 1970 – années 2010)**

*Thèse de sociologie sous la co-direction de Michel Bozon et Juliette Rennes, soutenue le 3 décembre 2018 à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (EHESS).*

Comment se passait la vie sexuelle, amoureuse et familiale des jeunes dans la Russie de la « stagnation » brejnévienne, à une époque où la pilule était rarissime, les préservatifs de fabrication soviétique impopulaires, et les logements attribués par l'État, via de longues listes d'attente ? Comment la perestroïka et la fin du communisme ont bouleversé les façons de vivre ses premières fois, de fonder une famille ? Tels sont les questionnements au cœur de cette thèse de sociologie, qui s'intéresse aux parcours d'entrée dans l'âge adulte de deux générations de femmes russes, en se concentrant la sexualité, le couple et la maternité. L'objet de la thèse renvoie à des questions politiques sensibles. On peut penser, notamment, à la mémoire des interdits et des pénuries de l'époque soviétique, ou au contraire à la nostalgie de la stabilité et de la moralité qui auraient caractérisé cette période. On peut penser également aux discours alarmistes sur la « crise démographique » qui ont pris de l'ampleur à partir des années 1990 (Rivkin-Fish, 2003), et aux mesures natalistes, ou encore de lutte contre la « propagande de l'homosexualité », prises sous Vladimir Poutine (Stella et Nartova, 2015). Cette thèse propose un pas de côté par rapport à ces débats brûlants, et apporte un éclairage nouveau sur leurs enjeux, en prenant pour principal matériau des récits de vies de Russes ordinaires de la classe moyenne urbaine, collectés dans les années 2010.

Depuis la chute de l'URSS, on observe en Russie diverses transformations qui peuvent rappeler, à première vue, celles qui s'étaient déjà produites un peu plus tôt à l'Ouest : notamment, le mariage n'est plus une référence incontournable pour les jeunes qui vivent leurs premières histoires d'amour, elles et ils utilisent davantage la contraception pour repousser à plus tard la naissance de leur premier enfant, et les jeunesses s'allongent (Blum, Sebille et Zakharov, 2009). En même temps, les femmes russes continuent d'avoir leur premier enfant plus tôt que celles de l'Ouest, et il n'est pas rare pour les jeunes russes de s'installer en couple et d'avoir des enfants chez ses (beaux-)parents. L'analyse de ces permanences et de ces changements doit éviter deux écueils : d'un côté, l'idée que la Russie est simplement en train de rattraper un retard et de s'occidentaliser, de l'autre, l'idée d'un destin national ou d'une mentalité spécifique. C'est le point de départ de cette thèse qui analyse, en recourant à des comparaisons internationales, comment les jeunes russes et leurs familles s'approprient les marges de manœuvre que leur laissent le capitalisme post-soviétique et diverses politiques publiques liées à la santé sexuelle et reproductive, au logement, etc.

J'ai mené des entretiens en russe avec 32 femmes et 12 hommes ; je me suis focalisée sur le parcours des premières, et les parcours des seconds ont été analysés plutôt à titre complémentaire. Les personnes interrogées ont été rencontrées par le bouche à oreille au cours de quatre séjours sur le terrain, entre 2012 et 2016 (dix mois en tout). Ces personnes vivaient presque toutes à Moscou ou à Saint-Pétersbourg et étaient

majoritairement diplômées du supérieur, dont une bonne partie en ascension sociale ou originaire de province (aucune n'était issue de la nomenklatura) ; la plupart appartenait à la majorité ethnique « russe [русские] ». Elles étaient nées entre les années 1950 et les années 1990, et étaient entrées dans l'âge adulte avant ou après la perestroïka, entre les années 1970 et 2010. L'essentiel de cette enquête s'est déroulé autour de l'année 2014, dans un contexte marqué par le début de la guerre (non dite) contre l'Ukraine, par les « sanctions » occidentales, par une crise économique, et par le durcissement de l'autoritarisme politique. La plupart des personnes que j'ai interrogées faisaient partie de ces milieux sociaux éduqués des « deux capitales » qui, typiquement, craignaient de perdre un certain confort matériel difficilement conquis depuis la fin des « terribles années 1990 [лихие 90-е] », évitaient massivement (par des moyens légaux et illégaux) le service militaire obligatoire pour les hommes, et avaient tendance à voir les contestations politiques comme trop risquées et sans espoir (ou, de façon plus marginale, à afficher leur loyauté envers le régime). La norme sociale dominante, transmise de la dernière génération soviétique à la suivante, voulait qu'on accorde la priorité à la sphère privée, à la survie et à la réussite sociale de sa propre famille. Si la majorité des personnes enquêtées a des vies très classiques, j'ai pris soin de rencontrer une dizaine de personnes ayant des parcours atypiques (avec un premier enfant tardif ; sans enfant ; parcours homo- et bisexuels).

Cette enquête par entretiens biographiques s'est articulée avec un travail sur l'histoire des politiques publiques, et sur l'histoire des discours de prescription adressés au grand public par divers professionnels (médecins, psychologues, etc.) au sujet de la sexualité, la contraception, l'avortement et la procréation. Ainsi, deux corpus de presse ont été analysés : il s'agit d'articles et de rubriques de courrier des lecteurs, dans un magazine soviétique de vulgarisation médicale (226 numéros de *Zdorov'e* [Здоровье], sur la période 1972-1991) d'une part, et dans un magazine post-soviétique pour adolescents (26 numéros de *Cool*, 1998-2005) d'autre part. Enfin, j'ai mobilisé des statistiques de cadrage, issues de rapports annuels du ministère de la Santé et d'enquêtes par questionnaires.

### **L'amour et la sexualité pendant la jeunesse : de l'horizon du mariage aux péripéties de l'amour**

« On n'avait aucune éducation sexuelle à proprement parler... [...] j'ai tout appris moi-même à tâtons. Et tout le monde... du moins, dans ma génération, euh... Rien du tout, aucune littérature, aucune émission, ni les parents, ça ne se faisait pas, tout simplement, personne n'en parlait [У нас полового воспитания никакого как такового не было [...]. Всё сам на ощупь познавал... Да и любой, из моего, во всяком случае, поколения, там... Ничего, ни литературы никакой, ни передач, ни родители, это не принято было просто. Об этом вообще никто не говорил] ».

Ces paroles amères prononcées par Nikolai (né en 1972), sont emblématiques des conditions d'entrée dans la sexualité des jeunes de la dernière génération soviétique, marquées par un fort tabou autour de la sexualité, notamment hors mariage (Kon, 2010; Rotkirch, 2000). Dans cette génération, les premières relations hétérosexuelles sont généralement peu ou non protégées du risque de grossesse – le retrait et le calendrier font partie des méthodes les plus répandues. Si les préservatifs ne sont que très modérément utilisés par les jeunes, c'est en partie parce qu'ils sont parfois en déficit, et surtout parce qu'ils sont relativement impopulaires : on craint leur mauvaise qualité, leur épaisseur et, pour plusieurs femmes interrogées, ils sont peu attirants car associés aux maladies et aux relations éphémères plutôt qu'à l'amour et à la confiance. Autre obstacle majeur, la morale veut que ce soit aux hommes de s'en occuper, et ceux-ci préfèrent souvent s'en passer. A l'époque, utiliser la pilule est rarissime en URSS, le ministère de la Santé ayant annoncé se montrer plus prudent que les médecins de l'Ouest, concernant ses effets indésirables – comme presque partout ailleurs dans le bloc de l'Est. Le stérilet commence à se diffuser assez largement dans les années 1980, mais il est en principe réservé aux femmes déjà mères. Cela vaut aussi pour l'avortement, accessible légalement (et souvent gratuitement) depuis 1955 (autorisé dès 1920, il avait été ré-interdit sous Staline) : les médecins, comme le magazine *Zdorov'e*, dissuadent les femmes sans enfant d'y recourir, à cause de risques supposés pour leur fertilité future.

Le discours officiel qui se déploie, par exemple, dans la presse, condamne la sexualité « prémaritale » et encourage les jeunes à devenir parents sans trop tarder, idéalement entre 20 et 25 ans pour les femmes. Que ce soit chez les parents ou en foyer étudiant, les relations des jeunes soviétiques sont assez contrôlées, surtout celles des filles. Les personnes interrogées racontent avoir plus ou moins bien vécu cette morale sexuelle, et le répertoire contraceptif restreint de l'époque. Certaines femmes y ont plutôt trouvé leur compte : elles n'ont commencé leur sexualité qu'avec leur premier amoureux « sérieux », voyaient en lui un futur mari, et ne craignaient pas d'avoir un enfant rapidement. D'autres ont transgressé, parfois en se disputant avec leurs parents, en s'efforçant de se protéger tant bien que mal, sans trop penser aux risques, ou au contraire dans l'angoisse d'un avortement, d'un « mariage de rattrapage [брак вдогонку] » ou d'une maternité célibataire. Quant aux femmes qui aimaient les femmes, elles risquaient l'internement psychiatrique (seule l'homosexualité masculine était criminalisée), mais parvenaient à vivre des histoires d'amour en profitant de leur invisibilité, souvent sans même connaître le mot « lesbienne », jamais utilisé dans les médias ou les œuvres qui circulaient officiellement (Clech, 2018; Stella, 2013). En tout cas, hétérosexuelles ou non, peu de femmes échappaient au destin tout tracé du mariage et de la maternité ; parmi celles nées à la fin des années 1960, seules 7% n'ont pas eu d'enfant (ROSSTAT 2013). Mais on était bien loin de la norme du mariage pour toujours, la Russie ayant à l'époque un des taux de divorce les plus élevés au monde.

Dans les décennies qui ont suivi la perestroïka, les relations sexuelles et amoureuses des jeunes ont connu des évolutions majeures. Leur répertoire contraceptif est devenu plus large et plus efficace. Désormais, il ne dépend plus de l'économie planifiée mais du marché. Il y a eu dans les années 1990 un bref élan de politiques publiques en faveur d'une sexualité efficacement protégée pour les jeunes, avec l'appui de l'aide internationale (ONU, USAID, etc.). Des médecins ont été formés à prescrire la pilule, des projets d'éducation sexuelle à l'école ont été lancés. Toutefois, dès 1997, l'Église orthodoxe russe et différents partis politiques se sont mobilisés avec succès contre ces politiques accusées d'être une ingérence étrangère, d'aggraver la « crise démographique » et de pervertir la jeunesse. Ainsi, dans les années 2000 et 2010, ni les médecins ni l'école ne jouent un rôle clé dans les apprentissages des adolescents : ils et elles découvrent comment se protéger essentiellement au contact de leurs amis et partenaires sexuels (du même âge ou un peu plus âgés), en lisant des magazines comme *Cool* ou *Cosmopolitan*, en regardant des séries américaines ou l'émission « Santé » sur la Première chaîne, en tombant sur des publicités pour des préservatifs, en surfant sur internet. Certes, les statistiques indiquent que près d'une élève sur deux a entendu parler de contraception à l'école (*Ibid.*), mais selon mes entretiens, le contenu des cours qui peuvent exister est très variable : certaines fois, on se contente d'effrayer les élèves au sujet des avortements ou du sida, sans leur conseiller des méthodes de protection ; quand la contraception est recommandée, les discours se concentrent sur le préservatif et laissent de côté la pilule. La situation rappelle celle des États-Unis, où des mobilisations anti-éducation sexuelle ont également été victorieuses, notamment des années Reagan aux années G. W. Bush : en conséquence, tout se joue au niveau local, avec une partie des écoles qui se contente de prôner l'abstinence, tandis que les autres enseignent aussi comment se protéger (Greslé-Favier 2010). Par ailleurs, les entretiens montrent que les gynécologues russes ont peu de temps à consacrer à leurs jeunes patientes, n'abordent pas toujours le sujet de la contraception, et ne prennent pas l'initiative de conseiller la pilule à celles qui ne l'ont pas demandée (sauf objectifs prophylactiques). En effet, les médecins n'y sont pas encouragés par le système de santé publique, qui exige qu'ils et elles se concentrent sur les grossesses et les infertilités (Temkina, 2015).

Finalement, pour les jeunes de la première génération post-soviétique, les préservatifs sont devenus la méthode phare, de loin la plus utilisée, notamment en début de relation. Ils sont de meilleure qualité qu'à l'époque soviétique, et il est davantage admis que les jeunes femmes en achètent et en parlent à leur partenaire. Juste derrière le préservatif, deux méthodes sont presque ex-aequo : la pilule a connu une diffusion non négligeable, tandis que le retrait garde une certaine importance, en étant particulièrement prisé

en couple stable. En effet, dans la majeure partie de l'Europe de l'Est comme de l'Europe méditerranéenne, les jeunes femmes sans enfant recourent beaucoup moins souvent à la pilule que dans le reste des pays développés (Dereuddre, Van de Velde et Bracke, 2016). Par ailleurs, en Russie, l'avortement reste plutôt pratiqué par les femmes déjà mères. Les jeunes femmes post-soviétiques restent fortement dissuadées d'y recourir, selon des modalités à la fois anciennes et nouvelles. D'une part, comme leurs mères, elles sont incitées à y voir un risque pour leur santé et leur fertilité future, tendance que de nouvelles lois sont venues renforcer (consultations pré-avortement obligatoires, semaine de réflexion, etc.). D'autre part, une représentation de l'avortement comme meurtre ou comme péché, quasi-absente à l'époque soviétique, progresse désormais, avec là encore le concours d'une nouvelle législation, qui invite les prêtres orthodoxes à s'impliquer dans les consultations pré-avortement (Claro, à paraître).

On voit émerger dans cette génération une nouvelle étape normative dans les parcours de vie, lors de laquelle il est attendu de vivre un ou plusieurs couples hétérosexuels successifs, éventuellement cohabitants, possiblement sans perspective de mariage ni de maternité, avant de fonder une famille. Une telle étape de « jeunesse sexuelle » a commencé à devenir la norme à partir des années 1970 dans les pays occidentaux (Bozon, 2012). Alors que pour les femmes russes nées à la fin des années 1960, il s'écoulait seulement trois ans, en moyenne, entre le premier rapport sexuel et le premier enfant (elles devenaient mères à 22,5 ans), cette période dure six ans et demi pour celles nées au début des années 1980 (premier enfant à 25 ans) (ROSSTAT, 2013). Lors des premières relations, le mariage n'est plus l'horizon de référence incontournable qu'il était dans la génération précédente. Les parents contrôlent moins les sorties de leurs filles qu'auparavant, et la sexualité est un peu moins taboue dans la famille ; il n'est pas rare que les mères incitent leur progéniture à se protéger. Le double standard moral qui laissait aux jeunes hommes plus de liberté qu'aux jeunes femmes s'est atténué sans disparaître totalement (Temkina, 2009). En Russie, comme dans les pays du Sud de l'Europe, les femmes continuent d'avoir leur premier rapport sexuel un peu plus tard que les hommes, en moyenne (Bajos, Kontula et Guillaume, 2004). Pour que leur sexualité soit pleinement légitime, il faut qu'elle repose sur l'amour, mais l'amour ne rime pas forcément avec toujours, et il se vit parfois à sens unique, hors d'un couple sérieux. Certaines enchaînent trois, cinq histoires d'amour pendant leur vingtaine, profitent « des charmes du concubinage [прелести гражданского брака] » (Alisa, née en 1987) pour ne pas s'engager trop tôt.

Par ailleurs, l'homosexualité a été décriminalisée (1993) et n'est plus, officiellement, une maladie mentale (1999). Désormais, les femmes qui aiment les femmes peuvent se retrouver, plus ou moins protégées des regards, dans des bars dédiés ou sur internet, bien qu'à partir de 2013, la loi sur « la propagande des relations non traditionnelles auprès des mineurs » exclue théoriquement les adolescentes de moins de 18 ans de ces sociabilités réconfortantes. Beaucoup se sont mises à utiliser, comme à l'Ouest, les mots « lesbienne » ou « bisexuelle », même si le vocabulaire crypté de l'époque soviétique (« les nôtres », « en être [быть в теме] ») garde une certaine popularité. Par rapport à la génération précédente, elles ont bien plus tendance à faire leur coming-out à leurs pairs, et un peu plus tendance à le faire à leurs parents, avec des réactions diverses et pas toujours tragiques. Leur situation est ambivalente : la fin du silence soviétique autour de l'homosexualité a pu être en partie libératrice, en même temps qu'elle a ouvert la voie à de nouvelles formes d'homophobie (Zhabenko, 2019; Healey, 2017). En tout cas, les femmes qui aiment les femmes, comme leurs paires hétérosexuelles, doivent composer avec l'importance normative toujours très forte de la maternité, et avec l'idée qu'il faut devenir mère pour être perçue comme une adulte pleinement légitime. Pour certaines – hétérosexuelles célibataires approchant ou dépassant la trentaine, ou homosexuelles – l'insémination artificielle est une option (elle reste autorisée pour toutes, sans conditions, depuis une loi de 1992, mais très onéreuse s'il ne s'agit pas d'infertilité). Leur famille peut les y encourager (être perçue comme une mère célibataire est bien moins stigmatisant que n'avoir ni mari ni enfant) et promettre son soutien pour élever l'enfant (Claro, 2022).

## Devenir adulte, devenir parent : des protections de l'Etat aux incertitudes du marché

« Notre génération à nous, [...] on ne pensait pas du tout à l'aspect matériel. On pensait juste : voilà, je suis tombée amoureuse, probablement que ce sera mon futur mari, tout sera merveilleux, on va se marier. On ne réfléchissait pas à où on allait habiter, avec quel argent [Наше поколение, [...] мы вообще не думали о материальной стороне вопроса. Мы просто думали о том, что вот я влюбилась, вот как бы... наверное это будет мой будущий муж, все будет прекрасно, мы женимся. Мы не думали где мы будем жить, мы не думали на какие деньги мы будем жить] »

Plusieurs enquêtés, comme Veronika (née en 1958), citée ci-dessus, se souviennent avec une pointe de nostalgie de la stabilité rassurante de l'époque brejnévienne, alors même qu'ils et elles peuvent être par ailleurs très critiques d'autres aspects du régime soviétique. En effet, cette génération commençait sa vie professionnelle via le système de « l'affectation [распределение] » et sans aucune peur du chômage. Après un congé maternité, les femmes retrouvaient automatiquement leur poste. De même, les logements étaient essentiellement attribués par l'Etat, en fonction des besoins, avec des listes d'attentes lentes, mais prévisibles. S'installer en couple et avoir un enfant chez ses (beaux-)parents était banal, en attendant l'attribution d'un autre logement. Un parcours de vie très standardisé dominait dans tous les milieux sociaux (Kushtanina, 2019). Une large part des personnes que j'ai interrogées ne regrette pas de n'avoir pas planifié son premier enfant avec une contraception efficace, et a vécu cette première naissance comme un hasard attendu, un hasard qui n'en était pas vraiment un.

Pour la première génération post-soviétique, les conditions d'entrée dans l'âge adulte sont radicalement différentes, les voies à emprunter plus diversifiées, et cela est vécu par la classe moyenne comme une nouvelle liberté enthousiasmante, éventuellement vertigineuse, ou comme une précarité un peu angoissante – et souvent comme tout cela en même temps. On observe une différenciation sociale inédite, et ce sont précisément les plus diplômés qui repoussent le plus la naissance du premier enfant – d'où ma focalisation sur ce groupe. Désormais, comme ailleurs dans le monde capitaliste, il faut composer avec la montée de la précarité, des contrats à durée déterminée, avec la diffusion du travail en free-lance, avec des périodes sans emploi. En outre, la Russie fait partie des pays où l'emploi informel (sans contrat de travail officiel) est particulièrement répandu, surtout parmi les jeunes (Walker, 2017). L'économie informelle ou le free-lance privent désormais bon nombre de femmes de congés maternité indemnisés et d'un retour automatique à l'emploi. Les crèches sont moins accessibles qu'à l'époque soviétique. La plupart des femmes s'arrêtent de travailler pendant un à trois ans après une naissance (Siniavskaia et Gladnikova, 2007).

Les locataires qui avaient obtenu un logement à l'époque soviétique ont eu le droit de le « privatiser », mais le marché immobilier qui a émergé ensuite peut être qualifié d'inachevé (Zavisca, 2013, p. 217-234) : les locations et les achats à crédit sont devenus une option, pour les jeunes qui veulent partir de chez leurs parents, mais leur diffusion est restée très modérée – ce qui rappelle la situation dans le Sud de l'Europe (Van de Velde, 2008). L'Etat russe n'aide pas les jeunes à prendre leur indépendance. Le montant des bourses étudiantes est dérisoire. La politique nataliste du « capital maternel », qui aide notamment à acheter un logement à crédit, n'intervenait qu'après le deuxième enfant, avant 2022 (Russkikh, 2021) ; elle est désormais versée dès le premier, mais aucune aide au logement n'intervient avant. Ainsi, vivre dans son propre logement avant d'avoir un enfant est devenu dans la classe moyenne un idéal répandu, mais souvent difficile d'accès. L'implication des « babouchkas » est à la fois moins évidente et toujours appréciée, dans cette génération (Duprat-Kushtanina, 2013). La cohabitation et les solidarités intergénérationnelles restent donc cruciales, tout en générant des tensions.

En entretien, plusieurs femmes disent vouloir s'occuper de leur « carrière », vouloir « vivre un temps pour elles-mêmes [пожить для себя] » avant de devenir mères. On voit émerger dans cette génération l'idéal de l'enfant-projet, soigneusement planifié grâce à la contraception. Toutefois, les femmes sont censées attendre le « bon moment », mais ne pas trop attendre, et ces injonctions contradictoires peuvent

être si dures à tenir qu'il est banal, pour les jeunes couples, de ne rien décider mais de relâcher la vigilance contraceptive, par exemple en passant au retrait après des années de préservatif ou de pilule. Les « négociations silencieuses » sont valorisées (Meilakhs, 2008 ; voir aussi : Rotkirch et Kesseli, 2010). Les jeunes concernés évitent de cette manière une décision difficile et laissent arriver une naissance imprévue, mais prévisible et socialement attendue – ni hasard, ni projet. J'ai ainsi identifié en Russie un scénario de non-planification du premier enfant très similaire à celui déjà repéré Italie (Gribaldo, Judd et Kertzer, 2009) : dans les deux pays, faute de confiance en l'Etat-providence ou en l'économie de marché, la planification du premier enfant « au bon moment » peut apparaître comme chimérique, et les deuxièmes enfants sont rares.

Pour conclure, d'une génération à l'autre, on est passé en Russie d'un choix procréatif limité du point de vue du répertoire contraceptif, mais encadré dans des parcours de vie standardisés et très sécurisants, à un choix procréatif élargi par un répertoire contraceptif plus efficace, mais que les jeunes doivent mobiliser dans des parcours de vie plus incertains. Par rapport à leurs mères, les jeunes femmes post-soviétiques sont à la fois potentiellement mieux protégées (au sens de la contraception) et moins bien protégées (au sens des protections sociales). Elles deviennent mères un peu plus tardivement que la génération précédente et, en dépit de la politique pronataliste des années Poutine, elles continuent à se limiter très souvent à un seul enfant. Ainsi, les jeunes russes ressemblent en partie à celles du Sud de l'Europe, en termes de faible diffusion de la pilule, de dépendance envers la famille d'origine, de tendance à ne décohabiter que pour fonder sa propre famille, et de taux de fécondité très bas. En même temps, les jeunes russes s'en distinguent par une entrée dans la maternité plus précoce (autour de 25 ans en moyenne), ainsi que par l'importance de la cohabitation intergénérationnelle. Les jeunes russes sont donc façonnées par un régime d'Etat-providence familialiste, mais aussi par des politiques anti-avortement et hostiles à l'éducation à la sexualité et à la contraception à l'école, qui rappellent celles mises en œuvre dans de nombreux états des Etats-Unis. Face aux discours officiels russes (parfois repris plus à l'Ouest) qui opposent un Occident sexuellement (trop) libéré à une Russie « traditionnelle », cette thèse rappelle qu'il n'y a pas une mais des jeunes sexuelles occidentales, et met en lumière les processus sociaux communs et distincts entre certains de ces pays et la Russie.

## Bibliographie

BAJOS Nathalie, KONTULA Osmo et GUILLAUME Agnès, 2004, *Comportement des jeunes européens face à la santé génésique*, Strasbourg, Conseil de l'Europe.

BLUM Alain, SEBILLE Pascal et ZAKHAROV Sergei, 2009, « Une transition vers l'âge adulte divergente en France et en Russie : une perspective générationnelle », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 40, p. 133-161.

BOZON Michel, 2012, « Autonomie sexuelle des jeunes et panique morale des adultes », *Agora débats/jeunesses*, vol. 60, n° 1, p. 121-134.

CLARO Mona, 2022, « Saisir l'injonction à la maternité par ses marges : le cas de la Russie », in LIEBECQ Brigitte, HENNEAU Marie-Elisabeth et GAVRAY Claire (dir.), *Childless – Childfree. Fécondités, Infécondités, Alter-fécondités*, Liège, Presses Universitaires de Liège, p. 219-234.

CLARO Mona, à paraître, « Droit de choisir et devoir démographique. Les évolutions de la législation russe en matière d'avortement et de contraception (années 1980 - années 2010) » in FOHRER-DEDEURWAERDER Estelle (dir.), *De quelques aspects du droit russe*, Paris, Editions de la Société de Législation Comparée.

CLECH Arthur, 2018, « Between the Labor Camp and the Clinic: Tema or the Shared Forms of Late Soviet Homosexual Subjectivities », *Slavic Review*, vol. 77, n° 1, p. 6-29.

DEREUDDRE Rozemarijn, VAN DE VELDE Sarah et BRACKE Piet, 2016, « Gender inequality and the 'East-West' divide in contraception: An analysis at the individual, the couple, and the country level », *Social Science & Medicine*, vol. 161, p. 1-12.

DUPRAT-KUSHTANINA Veronika, 2013, « Le care auprès des enfants dans un parcours de vie féminin, les rôles des mères et des grand-mères (France-Russie) », *Recherches familiales*, vol. 10, n° 1, p. 139-147.

GRESLÉ-FAVIER Claire, 2010, « The legacy of abstinence-only discourses and the place of pleasure in US discourses on teenage sexuality », *Sex Education*, vol. 10, n°4, p. 413-422

GRIBALDO Alessandra, JUDD Maya et KERTZER David, 2009, « An Imperfect Contraceptive Society: Fertility and Contraception in Italy », *Population and Development Review*, vol. 35, n° 3, p. 551-584.

HEALEY Dan, 2017, *Russian Homophobia from Stalin to Sochi*, New York, Bloomsbury Academic.

KON Igor, 2010, *Klubnichka na berezke. Seksualnaya kultura v Rossii*, Moscou, Vremia.

KUSHTANINA Veronika, 2019, « Transition de l'époque soviétique à la période post-soviétique au prisme de biographies singulières », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 49, p. 239-259.

MEILAKHS Nastia, 2008, « Neslyshnye peregovory: vybor sposoba predokhraneniia i otnosheniia mezhdru partnerami », in TEMKINA Anna et ZDRAVOMYSLOVA Elena (dir.), *Novyi byt v sovremennoi Rossii*, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo EUSPb, p. 356-372.

RIVKIN-FISH Michele, 2003, « Anthropology, Demography, and the Search for a Critical Analysis of Fertility: Insights from Russia », *American Anthropologist*, vol. 105, n° 2, p. 289-301.

ROSSTAT, 2013, *Reproduktivnoe zdorov'e naseleniia Rossii, 2011, Itogovi otchet*, Moscou.

ROTKIRCH Anna, 2000, *The Man Question*, Helsinki, University of Helsinki, Department of Social Policy.

ROTKIRCH Anna et KESSELI Katja, 2010, « 'The first child is the fruit of love'. On the Russian tradition of early first births », in HUTTUNEN Tomi, YLIKANGAS Mikko (dir.), *Witnessing Change in Contemporary Russia*, Helsinki, Kikumora Publications, p. 201-220.

- RUSSKIKH Svetlana, 2021, « L'évolution de la politique familiale en Russie. D'une politique sociale à une politique traditionaliste », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 2, n° 2, p. 125-154.
- SINIAVSKAIA Oksana et GLADNIKOVA Ekaterina, 2007, « Potreblenie uslug po ukhodu za det'mi rossiiskimi domokhoziaistvami », in MALEVA Tatiana et SINIAVSKAIA Oksana (dir.), *Roditeli i deti, muzhchiny i zhenshchiny v semye i obshchestve*, Moscou, NISP, p. 345-376.
- STELLA Francesca, 2013, « Lesbian lives and real existing socialism in late Soviet Russia », in TAYLOR Yvette et ADDISON Michelle (dir.), *Queer presences and absences*, Basingstoke, Palgrave, p. 50-68.
- STELLA Francesca et NARTOVA Nadya, 2015, « Sexual citizenship, nationalism and biopolitics in Putin's Russia », in TAYLOR Yvette, REYNOLDS Tracey et ROGERS Antoine (dir.), *Sexuality, Citizenship and Belonging: Trans-National and Intersectional Perspectives*, London, Routledge, p. 24-42.
- TEMKINA Anna, 2015, « The Gynaecologist's Gaze: The Inconsistent Medicalisation of Contraception in Contemporary Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 67, n° 10, p. 1527-1546.
- TEMKINA Anna, 2009, « Novyi byt, seksual'naiia zhizn' i gendernaia revoliutsiia », in TEMKINA Anna et ZDRAVOMYSLOVA Elena (dir.), *Novyi byt v sovremennoi Rossii*, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo EUSPb, p. 33-67.
- VAN DE VELDE Cécile, 2008, *Devenir Adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses universitaires de France.
- WALKER Charlie, 2017, *Russian Youth: Transitions to Adulthood and Key Lines of Social Exclusion*, Moscou, TANI.
- ZAVISCA Jane, 2013, « The Lived Experience of Housing among Young People in Russia », in FORREST Ray et YIP Ngai Ming (dir.), *Young People and Housing. Transitions, trajectories and Generational Fractures*, New York, Routledge, p. 217-234.
- ZHABENKO Alisa, 2019, « Russian lesbian mothers: Between "traditional values" and human rights », *Journal of Lesbian Studies*, vol. 23, n° 3, p. 321-335.